

<https://divergences.be/spip.php?article1782>



On rentre à la maison ?

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2010 - N° 20 Mai 2010 - Français - RÉSISTANCES... RÉFLEXIONS... -

Date de mise en ligne : samedi 15 mai 2010

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

A télécharger

[plugins-dist/medias/prive/vignettes/pdf.svg](https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/pdf.svg)

<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH78/dissent-9ca6b.jpg>

Des membres du collectif Dissent-Paris, notamment impliqué dans la préparation du contre-sommet de Strasbourg pendant le dernier sommet de l'OTAN, sont allé.e.s discuter 'bilan et perspectives' dans plusieurs villes françaises (notamment à Lyon). Alors ? Si la dynamique des contres-sommets n'en sort pas vraiment renforcée, on saisit un peu mieux les enjeux de ce creux de la vague.

Les critiques des contres-sommets sont presque aussi vieilles que les contre-sommets : trop spectaculaires, soumis à l'agenda du G8 et de son monde, pris dans l'épuisant cycle répression/anti-répression, ils sont dénoncés depuis longtemps comme une caricature de l'activisme et un certain nombre de gens les ont abandonnés, ou se contentent d'y passer le jour J sans plus d'investissement ni d'enthousiasme [1]

Critiquer les contres-sommets sans les abandonner ?

Mais nous sommes quelques-un.e.s à penser que si ces critiques sont souvent pertinentes, elles ne justifient pas de se concentrer uniquement sur les luttes locales et d'abandonner l'organisation de choses chouettes à l'occasion de ces grands 'événements' internationaux et visibles. Une des spécificités de ces moments, c'est que plein de monde y va, justement parce que c'est spectaculaire, ou qu'il va y avoir un concert de Manu Chao, ou que Sarkozy vraiment on l'aime pas (et pas forcément dans le cadre d'une action clairement et seulement politique, ni comme l'action stratégique du moment). Cette spécificité donne une saveur toute particulière aux tentatives de pratiquer l'autogestion, de s'organiser à nombreux.es sans chef, de se sentir fort.e.s face aux flics et aux télévisions qui nous répètent à longueur d'année de consommer et de nous taire. Saveur qu'on ne retrouve pas dans les villages moins grands, moins exposés médiatiquement, où l'homogénéité des participant.e.s est plus grande. Une deuxième spécificité des mobilisations organisées à l'occasion des sommets internationaux est qu'elles sont, justement, internationales. Même si une grande majorité des participant.e.s vient du pays où le contre-sommet se déroule, le brassage qui se fait là ne se fait pas ailleurs. Les tentatives d'échanger et de se coordonner au-delà de l'échelon national, dans une perspective non seulement anticapitaliste mais aussi anti-autoritaire, si elles sont difficiles et instables, nous semblent toujours un chouette objectif. Et les moments où cet objectif s'est un peu concrétisé (comme à travers l'Action Mondiale des Peuples et le réseau Dissent) ont été fortement connectés à des dynamiques de contre-sommet. Pour ces deux raisons, entre autres, nous sommes parmi les quelques personnes qui gardent depuis plusieurs années le goût des contres-sommets.

La création de Dissent-Paris en 2007, suite au sommet d'Heiligendamm, s'est alors faite dans l'espoir de contribuer à une pratique plus intéressante des contres-sommets, qui parviennent à en maintenir les atouts tout en déjouant quelques pièges. Après avoir participé à la préparation du contre-sommet de Strasbourg en avril 2009, nous avons décidé, avec des militant.e.s allemand.e.s du réseau Dissent, d'aller en France et en Allemagne, à la rencontre des militant.e.s se sentant concernés par cet objectif.

Un tour de réflexion militante

L'idée était alors de dépasser les discussions informelles avec nos potes pour demander explicitement à de nombreuses personnes ce qu'elles pensaient de ces problématiques de contestation globale et de mise en lien des milieux politiques. Par ailleurs, le but était aussi pour nous de faire le pari de l'intelligence collective dans l'espoir

qu'émergent des idées et propositions concrètes afin d'aborder différemment les mobilisations internationales.

Nous nous sommes alors effectivement invité.e.s dans quelques villes françaises. Les discussions étaient publiques, ouvertes tout en essayant de toucher les personnes intéressé.e.s ou ayant déjà été impliqué.e.s dans un contre-sommet. Elles étaient organisées autour d'une ou deux problématiques choisies par les participant.e.s parmi une dizaine que nous proposons. Elles ont eu lieu dans 8 villes : Grenoble, Nantes, Angers, Nîmes, Marseille, Saint-Étienne, Lyon, Tours. D'autres étant encore à venir. Nous y avons essentiellement croisé des personnes issues des milieux libertaires et autonomes bien que notre souhait initial n'était pas forcément de nous limiter à cette sphère là.

A l'issue de cette première série de débats, nous avons pu constater, au vu du nombre limité de participant.e.s (entre 10 et 20 dans chaque ville) que les mobilisations internationales n'intéressaient plus trop, que ces questions n'étaient pas particulièrement fédératrices, mais on s'y attendait. Il est difficile de parler des mobilisations internationales hors de la mobilisation pour une échéance précise comme le prochain G8 par exemple. Une autre difficulté à été notre frustration lorsque la question de la pertinence d'organiser quoi que ce soit à l'occasion des sommets internationaux a occupé le centre du débat, au lieu des propositions concrètes que nous appelions de nos vœux. Ce fut le cas dans plusieurs villes. Nous nous sommes alors rendus compte de l'aspect paradoxal de notre démarche qui grillait quelques étapes : avant d'aborder différemment les mobilisations internationales, c'est bien la pertinence des contre-sommets qui devait être à nouveau questionnée collectivement. C'est donc d'abord un approfondissement de ces réflexions que la discussion collective a permis. Certains thèmes ont particulièrement été choisis comme base de discussion par les participant.e.s : les relations avec les autres milieux politiques, nos buts lors de ces grosses mobilisations, ou encore la thématique des villages autogérés. Dans cet article, nous choisissons de mettre en avant ce qui nous a le plus marqué, les points sur lesquels les débats nous ont fait bouger, avancer. Ce n'est donc pas un compte-rendu, mais plutôt un écho.

Luttes locales et contres-sommets

Le premier thème qu'on souhaite aborder est celui du lien entre les mobilisations internationales et nos luttes locales. Il semble d'après les discussions, qu'il y ait une priorisation des luttes locales : soit parce que les gens considèrent que c'est là qu'il y a un réel impact politique - le sommet étant au mieux, la cerise sur le gâteau – soit parce que c'est déjà très compliqué de créer et faire vivre localement des activités politiques. En tout cas, la vision d'une lutte internationale qui dynamiserait les luttes locales apparaît au choix comme un lointain souvenir ou comme un mirage contre-productif.

Quelle organisation pour une préparation collective ?

Quelle énergie de préparation ? C'est le deuxième point qui ressort du tour de réflexion. Une dynamique large et unitaire n'est manifestement pas en train de se mettre en place pour le G20 qui devrait avoir lieu en 2011 en France. Au vu du nombre de personnes intéressées qui se manifestent et de la remise en cause encore très présente de la pertinence même des contres-sommets durant les discussions, la perspective d'une coordination qui ne repose pas sur des appareils politiques ou des leaders charismatiques à plein temps est très lointaine. Cette question de l'organisation collective renvoie ceci dit au rôle des 'orgas' dans la dynamique des contres-sommets.

Dans les discussions, nous avons entendu à plusieurs reprises le constat d'un délitement des espaces politiques organisés : organisations anarchistes, A.T.T.A.C., anciens réseaux altermondialistes comme le réseau intergalactique... Cette perte de force des 'orgas' comme des tentatives de s'organiser sous d'autres formes nous semble liée aux difficultés à assumer les nécessités d'une réelle organisation collective : mobilisation de réseaux, contacts, infrastructures, transmission d'une mémoire des luttes et des savoirs-faire militants... Les différentes organisations anarchistes avaient notamment joué un rôle essentiel dans la préparation du VAAAG au moment du

sommet d'Evian en 2003.

Un certain affaiblissement des orgas amène logiquement une tendance à se recentrer sur leur activité propre, et donc à réduire leurs liens avec d'autres. Au village de Strasbourg, certaines organisations n'ont pas hésité à venir planter leur gros drapeaux alors qu'elles avaient participé très passivement, voire pas du tout à la préparation de la contestation. D'autre part, nous avons constaté une tendance de plus en plus forte à faire de la politique en privilégiant exclusivement l'affinitaire (ce qu'on pourrait simplifier par « l'entre soi »). Cela implique des difficultés pour faire coexister des pratiques et des pensées politiques différentes. Par exemple, la préparation du camp action climat 2009 ne permettait pas aux organisations de trouver une place en tant que telles en son sein.

Un autre point qui a été très largement discuté concerne les villages, leur utilité et leur organisation. On l'a abordé avec trois questionnements qui se recoupaient. Quels sont les objectifs précis qui justifient l'organisation d'un village ? Les imagine-t-on comme un espace d'échange et de pratique d'autogestion, comme une base de départ d'actions, ou peut-on combiner les deux ? La solution ne serait-elle pas de faire des villages du style 'contre-sommet' mais en s'éloignant du sommet officiel (dans le temps et/ou dans l'espace) ?

Parmi les objectifs qui justifient de passer des mois à chercher un terrain et plein d'énergie à monter un camp village pour vivre à quelques dizaines de personnes pendant une ou deux semaines, puis quelques milliers pendant trois jours, quatre sont particulièrement ressortis : permettre des rencontres riches et nombreuses entre les participant.e.s, expérimenter la démocratie directe en s'organisant horizontalement, faciliter la mise en place d'actions offensives et permettre une mobilisation large et pas seulement réservée aux « averti.e.s ». Pour préciser ce dernier point, ne pas faire de village risque d'aboutir à une plus faible mobilisation du fait que de nombreuses personnes n'auraient pas d'espace pour rester, ou alors ces personnes viendraient sur une journée, pour la fameuse « grande manif » de contre-sommet. Les personnes qui viendraient alors seraient celles qui ont des contacts locaux ou qui sont déjà immergées dans les milieux militants. De plus cela réduirait nos possibilités de nous déplacer loin de chez nous ou dans un autre pays d'Europe. Qui d'entre nous aurait été à Heiligendamm, Strasbourg ou Gleneagles s'il n'y avait pas eu d'espace autogéré ?

Mais peu de gens, au cours des discussions qu'on a eues, assumaient l'ambition de mener les quatre objectifs de front. L'idée de vouloir à la fois expérimenter une vie collective en autogestion, préparer et mener des actions tout ça en 5 jours, à nombreux.es et sans se connaître, a été clairement remise en question. Alors comment, dans le détail, ces différents objectifs posent problème quand on veut les faire tenir ensemble ?

Les villages entre découverte d'autres modes de vie et rencontres superficielles

Les discussions ont souvent questionné l'évidence du village comme lieu de rencontres : le village serait plus un lieu où chacun vit plein de micro-expériences mais dont finalement, les militants ne repartent pas plus nourris que ça. L'objectif 'actions' entre ici en concurrence avec l'objectif 'rencontre', chacun étant accaparé par son groupe affinitaire et un peu sur ses gardes dans les discussions plus larges. Au contraire, plusieurs personnes ont aussi raconté que leur première expérience d'un village a été déterminante dans leur parcours militant, par une rencontre forte avec des personnes mais aussi des pratiques et une ambiance. Rencontres qui leur ont donné envie de rapprocher leur vie quotidienne de cette réalité là. Alors peut-être que le village comme lieu d'expérience personnelle et de rencontres fortes l'est avant tout pour les personnes qui n'en ont pas l'expérience, voire même qui n'ont pas d'expérience de l'activisme.

Comment faire une A.G. sous les lacrymos ?

Les villages comme lieu d'expérimentation de l'autogestion soulèvent également de nombreuses questions : quelle prise de décision au sein du village ? Jusqu'où les personnes qui organisent en amont doivent-elles donner un cadre et les personnes qui arrivent au (tout) dernier moment doivent décider, par exemple, de la gestion des médias dans

le village ou de l'organisation des A.G. ? Ce qui est sûr, c'est que les stratégies policières de tension (mouvements de C.R.S. aux abords du camp, hélicoptères, provocations, contrôle de quelques personnes, ..) sont d'une certaine efficacité (rumeurs d'envahissement ou d'encerclement permanentes, tension ressentie personnellement de se savoir épié, annonces fracassantes de problèmes aux abords du camp en pleine A.G., ...) et que peu de gens se sentent encore motivé.e.s pour avancer vraiment sur les questions d'autogestion pratique dans ces conditions.

Village et modes d'action

Prenons enfin la question des villages du point de vue de l'organisation d'actions offensives. Plusieurs personnes participant aux moments offensifs pendant les contres-sommets ont reconnu 'se servir' de la logistique offerte par les villages sans tellement s'y investir. Mais compte-tenu de l'état d'esprit et de l'investissement que nécessite l'organisation pour de tels moments en groupe affinitaire, l'alternative à ce comportement un peu consumériste semblait plutôt être une autonomisation plus forte qu'un investissement dans le village. Pour parler autrement, il serait plus accessible à un groupe affinitaire offensif d'aller voler sa nourriture chez le grand capital et de chier dans les halls d'immeubles des bourgeois du coin que de passer du temps à éplucher les patates bio et à entretenir les toilettes sèches du camp. Par ailleurs, l'existence d'un village comme point de départ d'actions pendant un sommet des décideur.euse.s [2] est évidemment une solution, mais elle n'est pas sans inconvénient : sous surveillance, facilement encerclable, souvent assez loin des cibles les plus visées. Du coup, on a un peu l'impression que si un village existe, les gens motivées par les actions à faire y séjourneront, mais que s'il existe pas, ça sera pas dramatique pour elleux. D'ailleurs il arrive que des apparitions émeutières fortes et/ou une multitude d'actions directes éparpillées aient lieu sans lieu de vie commun.

Mais assumer que seule l'offensive mérite de déployer son énergie (le reste se divisant entre objectifs accessoires et faux-nez de l'ennemi) nous semble très dommageable. Le mélange qui caractérise les manifs de contre-sommets (blocages matinaux à plusieurs milliers, actions illégales qui visent à entrer ou à fermer 'pacifiquement' la zone rouge, destruction de symboles du capitalisme, attaque de la police, manifestation légale à plusieurs dizaines de milliers), s'il ne se fait jamais sans controverse, nous paraît toujours intéressant. Le village est souvent un lieu qui favorise cette cohabitation de différents modes d'actions, et aussi le lieu où les gens qui sont venues sans trop savoir quoi faire se décident, se lancent dans l'une ou plusieurs de ces façons de contester le système actuel. Mais défendre la cohabitation des modes d'actions, développer la complémentarité des tactiques aujourd'hui apparaît très difficile, tant l'antagonisme entre certain.e.s émeutier.e.s et les organisations politiques est souvent fort, réciproque et totalement assumé.

Qu'est ce qu'on fait maintenant ?

On l'a vu, les différentes motivations qui portent l'organisation d'une mobilisation événementielle à l'échelle internationale tiennent difficilement ensemble. Que faire alors ? Continuer à se mobiliser face aux G8 et autres sommets, mais sous une autre forme ? Comme beaucoup rejetaient la forme classique des contre-sommets, la proposition de changer le temps et le lieu de la mobilisation (soit dans une autre ville proche du sommet soit carrément ailleurs) par rapport à l'agenda des décideur.euse.s est souvent revenue. Mais sans pouvoir préciser clairement ce que nous ferions dans cet autre endroit/temps. Souhaiterions-nous encore combiner village et actions ? Ou préfererions-nous profiter de conditions plus propices pour construire un village qui tiendrait la route, loin de la zone rouge ? Cette idée est souvent appuyée sur l'espoir que la pression policière y serait moins importante, l'enjeu pour eux étant de protéger le sommet lui-même avant tout. Si la contestation n'a pas lieu sur place mais pendant les dates du sommet officiel, reste l'éventualité d'une juxtaposition de mobilisations : les gros partis et organisations de gauche mobilisant pour une manifestation sur le lieu du sommet pendant que les 'radicaux' seraient ailleurs. Le pari de la liberté d'action octroyée par l'éloignement géographique (pour s'attaquer à d'autres cibles que celle du sommet officiel) pourrait alors se retourner et jouer en faveur des flics, libres de réprimer hors des lumières médiatiques.

Une autre option, plus tangible, consisterait à dissocier complètement la contestation des sommets de l'organisation de villages militants. Là-dessus, nous avons perçu un certain engouement pour l'idée des camps 'hors-sommets', type no-border, camp climat ou encore rencontres militantes, qui permettraient de s'organiser sans avoir les flics sur le dos en permanence. Engouement qui rassure tout en laissant parfois des questionnements de côté. En effet, l'hétérogénéité des participant.e.s serait forcément moins grande, ce qui limiterait les chances d'intéresser d'autres personnes à des modes de vies alternatifs et à nos milieux militants. On risquerait aussi que les rencontres internationales ne se fassent plus que dans nos réseaux respectifs ou dans le cloisonnement spécifiques de telle ou telle lutte. Le risque serait alors qu'en lieu et place d'un espace de brassage des cultures militantes, chacun organise une sorte d'« université d'été » radicale de son côté.

Si l'on suit l'idée que l'énergie d'auto-organisation d'une vie collective temporaire est mieux loin des sommets, que deviendrait alors la grand-messe des G8/G20 ? A la suite du tour de réflexion, il nous semble qu'on y perdrait sur plusieurs tableaux. Le risque serait une disparition pure et simple des contres-sommets, un peu à l'image du G8 de l'Aquila en 2009. 8 ans après Gènes, quelques milliers de personnes ont défilé sous les bannières des organisations, en l'absence quasi- totale d'actions offensives, de vie collective, d'apparition médiatique et de tentative de blocage. En l'absence d'une mobilisation large des militant.e.s anti-autoritaires, tout autre scénario dépendra d'abord de l'investissement des organisations telles qu'A.T.T.A.C. ou le N.P.A. Ce qu'elles décideront de faire sera alors peut-être l'occasion pour quelques groupes d'aller s'attaquer à la police. Attendre ce scénario reviendrait à considérer l'émeute comme la seule action que les anti-autoritaires ont envie d'assumer pendant ces 'événements'.

Pour conclure, disons que ce tour de réflexion nous a beaucoup appris sur les contradictions internes des contre-sommets. Ce sont ces contradictions que l'on a essayé de décortiquer ici, sans chercher à présenter un tableau idyllique. Abandonner l'idée de construire ensemble une mobilisation large et internationale, qui puisse à la fois accueillir sur un lieu à vocation autogestionnaire des militants de gauche de tout bords, des personnes non militantes, de plusieurs pays d'Europe et de porter haut et fort la conflictualité contre les valeurs des institutions internationales nous paraît ceci dit vraiment dommage. Si la forme 'contre-sommet' a bel et bien du plomb dans l'aile, espérons qu'on trouvera collectivement d'autres moyens de tenir ensemble les nécessités de l'offensive et de l'alternative, de la radicalité et de l'ouverture, qui sont pour nous des objectifs politiques essentiels.

Fab et Mathieu pour le collectif Dissent-Paris

Le réseau dissent a été créé en 2003 comme un outil de communication et de coordination entre les différents groupes engagés dans la construction de la contestation des institutions internationales et du capitalisme en général. Le réseau n'a pas de bureaux centraux, de portes-paroles, de listes de membres ni de salarié.e.s. Il se base sur les principes de l'Action Mondiale des Peuples :

- 1. Un rejet très clair du féodalisme, du capitalisme, et de l'impérialisme, ainsi que de tous les accords commerciaux, institutions et gouvernements promoteurs d'une mondialisation destructrice
- 2. Un rejet très clair de toutes formes et systèmes de domination et de discrimination dont (et de manière non exhaustive) le patriarcat, le racisme et le fondamentalisme religieux de toutes croyances. Nous reconnaissons la dignité entière de tous les êtres humains ;
- 3. Une attitude de confrontation, puisque nous ne pensons pas que le lobbying " puisse avoir un impact majeur sur des organisations à tel point partiales et antidémocratiques, pour lesquelles le capital transnational est le seul facteur réel déterminant leur politique.
- 4. Un appel à l'action directe et à la désobéissance civile, au soutien aux luttes des mouvements sociaux, mettant

en avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés, ainsi qu'à la construction d'alternatives locales au capitalisme mondial.

– 5. Une philosophie organisationnelle fondée sur la décentralisation et l'autonomie.

[1] Voir notamment la brochure [« De la suite dans les idées. Quelques critiques de la pratique des contres-sommets »](#) disponible sur infokiosques.net

[2] DécideurEUSEs, même si les gens qui gagnent leur vie en contrôlant les nôtres ça reste en immense majorité des mecs hein faut pas croire